



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
22 juillet 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 14 juillet 2005, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration conjointe relative à l'Éthiopie, publiée le 13 juillet 2005 par l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Emyr **Jones Parry**



**Annexe à la lettre datée du 14 juillet 2005, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration conjointe de l'Union européenne  
et des États-Unis relative à l'Éthiopie  
du 13 juillet 2005**

L'Union européenne et les États-Unis félicitent le peuple éthiopien pour la manière pacifique et démocratique dont il a manifesté sa volonté politique le 15 mai. La communauté internationale invite instamment tous les partis qui ont pris part aux élections et le Gouvernement à honorer l'engagement qu'ils ont pris dans les déclarations des 10 et 13 juin 2005. Toutes les parties en présence devraient renoncer à toute forme de violence, aux messages provocateurs, diffamatoires et de haine ethnique via les médias ou l'Internet ainsi qu'à toute autre action susceptible d'accroître encore les tensions en Éthiopie.

L'Union européenne et les États-Unis attendent de tous les partis politiques et du Gouvernement qu'ils se conforment au processus politique et suivent les voies parlementaires et constitutionnelles pour résoudre la crise issue des élections. Nous engageons toutes les parties en présence à participer pleinement aux travaux du comité chargé d'enquêter sur les plaintes. Toutes les opinions divergentes doivent être consignées et la sécurité personnelle des témoins doit être assurée. Lorsque des problèmes de procédure ou autres se posent, ceux-ci doivent être traités rapidement et de manière constructive.

Nous engageons les dirigeants politiques du pays ainsi que ceux de la diaspora à œuvrer ensemble au dialogue politique et à favoriser une communication ouverte tendant à la réconciliation et à l'engagement en faveur de la paix et de la non-violence. Nous prenons acte de l'annonce par la commission électorale nationale, le 8 juillet, de la première série de résultats définitifs du scrutin et nous demandons à toutes les parties de consacrer leurs efforts à faire en sorte que le processus électoral continue à se dérouler d'une manière transparente et totalement ouverte.

Nous attendons de tous les partis politiques, notamment du Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien (EPRDF), de la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD) et des Forces éthiopiennes démocratiques unies (UEDF), qu'ils respectent le processus politique dans le cadre de la commission électorale nationale et qu'ils continuent d'œuvrer à la promotion de la démocratie et d'une société dynamique. Nous engageons le Gouvernement éthiopien à respecter les principes internationalement reconnus des droits de l'homme en garantissant le respect des formes régulières et en libérant les membres des partis politiques et leurs sympathisants qui ont été arrêtés mais qui ne seront pas inculpés.

L'Union européenne et les États-Unis apporteront leur aide à l'Éthiopie pour faire face à ces nouveaux défis démocratiques.

La Bulgarie et la Roumanie, pays en voie d'adhésion, la Turquie et la Croatie\*, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldavie, se rallient à la présente déclaration.

---

---

\* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.